

5.12. Une vie sans pétrole

http://fr.ekopedia.org/La_fin_du_p%C3%A9trole (03.12.2011)

a) La globalisation est-elle durable avec un pétrole cher ?

Michel WAUTELET - Professeur à l'Université de Mons-Hainaut.

« Carte blanche », Journal Le Soir, jeudi 6 avril 2006

http://www.bruairlibre.be/article.php3?id_article=1346 (03.12.2011)

Notre époque se caractérise, notamment, par la montée en puissance du processus de globalisation. Ce processus est présenté comme irréversible. Tous, même les altermondialistes, semblent considérer que cette globalisation de l'économie est un concept durable. L'opposition n'est pas axée sur la globalisation en tant que telle - chacun profite notamment de son principal outil de communication qu'est le réseau Internet -, mais sur certaines dérives sociales et humaines, voire politiques. Pourtant, lorsque l'on examine ce que pourrait être le monde vers le milieu du XXI^e siècle, on est en droit de se poser la question de la pérennité de la globalisation. Ce qui n'est pas sans intérêt pour l'immédiat. En effet, si la globalisation n'est valable qu'à court terme, on peut se demander si nous ne sommes pas en train de galvauder notre futur, de détruire des choses que nous aurons bien du mal à reconstruire.

La globalisation requiert, pour être efficace, plusieurs conditions, notamment géopolitiques et techniques. Au niveau géopolitique, elle signifie la répartition du monde en plusieurs zones. Les pays sont répartis en trois grandes catégories. Il y a ceux qui fournissent les matières agricoles et minérales de base. Ce sont, notamment, les pays africains et les exportateurs de pétrole. Ensuite, on compte les pays qui fournissent la main-d'œuvre bon marché et s'acquittent de la production en série. Ce sont, par exemple, le Sud-Est asiatique et l'Europe de l'Est. Enfin, il y a ceux qui fournissent l'information, l'innovation, les finances, et qui consomment ce que les autres produisent. Ce sont les pays développés d'Amérique du Nord, d'Europe, le Japon et quelques autres. Ce classement n'est pas exclusif. Certains pays sont dans plusieurs catégories à la fois. Ainsi, les Etats-Unis sont dans la première, car fournisseurs mondiaux de céréales. Ils occupent aussi la deuxième, par les industries automobiles et aéronautiques. Il en est de même des pays européens. L'idéal n'est pas de n'être présent que dans une catégorie, mais si possible dans les trois.

Pour fonctionner, un tel « ordre mondial » nécessite des outils techniques spécifiques. Ce sont notamment ceux liés à la communication et au transport. Internet est l'outil indispensable de la communication. Si Internet s'est développé aussi rapidement, c'est qu'il est nécessaire pour que nous, les puissants, puissions garder la domination économique, mais surtout intellectuelle du monde, pour que nous restions puissants. L'autre outil indispensable de la globalisation, ce sont les transports. Il ne suffit pas de communiquer, il faut aussi que les marchandises voyagent d'une région à une autre. Les denrées alimentaires d'Afrique ou d'Amérique latine doivent être transportées vers les pays développés, puis distribuées. Les vêtements fabriqués en Asie du Sud-Est doivent être transportés vers l'Europe et y être distribués. Les pièces de machines fabriquées en Espagne doivent être transportées « just in time » vers une usine située en France ou en Allemagne. Et ainsi de suite. Les transports sont souvent effectués par camions. Lesquels nécessitent du pétrole. D'où, aussi, une nécessaire sécurité d'approvisionnement. Les conflits en Afghanistan et en Irak nous rappellent que les armées, surtout américaine, y veillent.

Mais l'actualité nous indique que l'ère du pétrole bon marché se termine. Et avec elle, notamment, la fin du transport international par camions et, vraisemblablement par avions. La globalisation pourra-t-elle alors encore fonctionner ? Sans les innombrables camions qui circulent sur nos autoroutes européennes, comment fonctionneront nos industries, nos commerces, approvisionnés en flux tendu ? Une partie des transports pourront s'effectuer par rail ou par les voies d'eau. Mais ce sera moins rapide, moins confortable, avec des délais plus longs. Nul doute que l'organisation de l'économie sera modifiée considérablement. Quels rôles joueront alors la grande distribution, les grandes sociétés multinationales ? Les produits fabriqués à l'autre bout du monde (Chine, Amérique latine) seront-ils encore acheminés rapidement vers l'Europe et les Etats-Unis ? Aujourd'hui, personne ne semble se poser les questions ? Il est vrai qu'il s'agit du long terme, et que l'économie ne concerne que le court terme. En tout cas pour les patrons et les actionnaires contemporains. Mais pour les générations futures ? Depuis plusieurs décennies, on nous conduit à une société où les regroupements, les fusions de petites entités en des entreprises de taille mondiale sont la règle. A-t-on jamais réfléchi au fait qu'une telle politique est associée à une société où le transport et le pétrole sont omniprésents ? La globalisation ne serait-elle qu'un concept éphémère ? Il faut au moins se poser la question.

Car si tel est le cas, il est temps de freiner le processus. Et ce, d'autant plus vite que la globalisation conduit à des effets irréversibles, qui mettront à mal tout désir de changement vers un monde durable. Mais un tel changement d'orientation ne se fera pas sans difficultés. Le chemin de la globalisation monopolise des fonds importants. Sortir du processus pour mettre sur pied une société durable en demandera aussi beaucoup. Redéploiement des transports en commun, du rail, des fleuves ; retour au commerce local, à l'agriculture locale ; redéfinition du développement des industries, du tourisme, du commerce, ... Alors, si la globalisation n'est peut-être qu'un processus éphémère, ne conviendrait-il pas de réfléchir avant d'agir, afin de pouvoir construire un monde durable ? Et ne serait-ce pas à nous, Européens, de donner l'exemple, afin de montrer au monde ce que signifie être une puissance mondiale : responsable et soucieux de l'avenir de toute la planète.

b) La ruée vers l'or vert gagne du terrain Par Sébastien SEIBT

<http://www.france24.com/fr/20101026-energie-eolienne-californie-complexe-solaire-eolienne-developpement-limites> (03.12.2011)

Le lancement du projet du plus grand complexe au monde d'énergie solaire en Californie n'est qu'un exemple de l'intérêt que suscite le secteur des énergies renouvelables. Mais tout n'est pas rose au royaume de l'or vert.

La construction du plus grand complexe d'énergie solaire a été approuvée, mardi, en Californie. Quatre centrales solaires déployées sur 2 842 hectares sont censées, à terme, fournir de l'électricité à plus de 300 000 foyers. Un projet de six milliards de dollars qui devrait être achevé en 2013. C'est l'un des signaux les plus forts ces derniers temps de la ruée vers l'or vert, l'énergie renouvelable, qui s'opère un peu partout dans le monde.

Mais ce n'est pas le seul. La Grande-Bretagne est passée soudainement, le 24 septembre dernier, en tête des pays producteurs d'énergie éolienne offshore grâce à une gigantesque plateforme d'éoliennes capables de fournir de l'électricité à près de 200 000 foyers. La Grèce,

de son côté, espère attirer des investissements dans les énergies renouvelables à hauteur de 45 milliards d'euros d'ici à 2015. Le premier ministre George Papandréou a affirmé, lors d'un colloque sur l'investissement « vert » le 22 octobre à Athènes, qu'en 2010 son pays aura attiré près de deux milliards d'euros, soit trois fois plus qu'en 2009.

« Pour l'instant, il y a un mouvement très fort d'investissements dans les différentes filières des énergies renouvelables », constate Michel Huart, secrétaire générale de l'Apere belge (Association pour la promotion des énergies renouvelables). Impossible cependant d'avoir un tableau d'ensemble du marché, tant il est disparate et divers. Énergie éolienne, solaire thermique, solaire photovoltaïque, la biomasse ou encore l'énergie hydraulique : autant de secteurs distincts regroupés pour des raisons de commodité sous la chapelle des énergies renouvelables.

L'éolienne a le vent en poupe

Au niveau européen, toutefois, quelques rares données existent. L'Observatoire des énergies renouvelables, qui publie [un rapport annuel baptisé Observ'Er](#), estime dans son édition 2009 que près de 600 000 personnes en Europe travaillent dans les énergies renouvelables et que ce secteur génère un chiffre d'affaires de 91 milliards d'euros. La Commission européenne rappelle dans [un rapport sur l'impact économique des énergies renouvelables](#) qu'en 2005, le chiffre d'affaires du secteur était de 58 milliards d'euros. Selon ce même rapport, en 2020, 2,8 millions d'Européens pourraient travailler dans les énergies renouvelables.

Mais où exactement ? Actuellement, l'éolienne a le vent en poupe. « C'est la technologie la plus mature et elle attire donc le plus d'investissements à l'heure actuelle », explique Emelia Holdaway, consultante pour la société de conseil en énergie renouvelable néerlandaise Ecofys.

La situation peut varier grandement d'un pays à un autre. « Tout dépend des ressources locales », confirme Michel Huart. Les pays très industrialisés vont chercher à développer des infrastructures qui ne prennent pas beaucoup de place ou alors monter des installations au large de leurs côtes, le cas échéant. En Chine, « l'un des pays au potentiel le plus prometteur », selon Emelia Holdaway, la place ne manque pas pour des projets de toutes les tailles.

Tout n'est pas rose dans le vert

« Tout est une question de volonté politique », assure Barbara Breitschopf, chercheuse dans les énergies renouvelables à l'Institut Fraunhofer de Berlin. La crise économique a calmé certaines ardeurs. Ainsi, le récent plan de rigueur britannique taille dans les énergies renouvelables, à l'instar du fameux Grenelle de l'environnement français, considérablement réduit.

Tout n'est pas rose dans le monde de l'or vert. Vestas, le roi des éoliennes danois, a annoncé mardi la suppression de 3 000 postes à cause d'une « baisse de la demande mondiale ». « La publicité répète à longueur de journée qu'il faut acheter le moins cher possible en ces temps de crise, ce qui n'est pas bon pour les énergies renouvelables plus chères à court terme », regrette Michel Huart.

Le recours à l'électricité « traditionnelle » demeure en effet moins cher que les nouvelles technologies, que ce soit l'éolienne ou l'énergie solaire. « Le développement de l'énergie

renouvelable sera économique à long terme, mais avant cela l'augmentation de la facture électrique va faire baisser la consommation et freiner la croissance », estime Barbara Breitschopf. Elle avertit notamment que les nouveaux emplois dans ce secteur vont se traduire par des destructions de postes dans les énergies « traditionnelles ». Même si le bilan doit être positif au final, la pilule risque d'être difficile à avaler.

c) Emission de radio :

<http://plusconscient.net/pic-petrolier/francais/235-vers-un-4eme-choc-petrolier>
(03.12.2011)

Bientôt un quatrième choc pétrolier ?

L'économiste magazine, N°20 Février 2010

<http://www.leconomiste-magazine.com/archives/101-nd19-fevrier-2010/478-bientot-un-quatrieme-choc-petrolier.html> (03.12.2011)

Le pétrole règne aujourd'hui en maître incontesté sur l'économie mondiale. Après un 3^e choc pétrolier qui a secoué la planète en 2008 (plus de 145 dollars le baril), un 4^e choc pourrait bien se préparer à moyen terme. Depuis 2003, la tendance haussière ne cesse de se consolider.

Le monde tourne autour de l'or noir. Actuellement, il est plus précieux que jamais. Et pour cause, alors que la demande ne cesse de grimper, de nombreux spécialistes en prédisent le pic de production (niveau au-delà duquel il n'est plus possible de produire davantage) aux environs de 2030, pour les plus optimistes. Etant non substituable à court terme, même ses appréciations les plus vertigineuses n'en dissuadent pas la demande. Dernièrement, ses prix sont de plus en plus volatils, et surtout imprévisibles. Après être passés de près de 60 à plus de 90 dollars le baril en 2007, les prix ont franchi le record historique de plus de 145 dollars en juillet 2008, du jamais vu.

Il faut dire que la hausse a été progressive depuis 2003, mais nul n'a imaginé qu'elle atteindrait des niveaux aussi élevés. Vu cette montée spectaculaire des prix, et sur fond de crise financière, beaucoup de spécialistes parlent aujourd'hui de 2008, comme étant celle du 3^e choc pétrolier. Depuis 1986 et jusqu'à 2003, l'économie mondiale a pratiquement vécu dans l'insouciance, avec des prix qui ont stagné dans une fourchette allant de 20 à 25 dollars le baril, et une offre soutenue. Avec même un effondrement (dû à la crise asiatique) au dessous des 10 dollars en 1998. Toutes les économies du monde ont alors bâti leurs modèles économiques sur la ressource pétrole. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elles sont toutes aussi sensibles aux fluctuations des cours de cette indétrônable source d'énergie. La tendance haussière s'est dessinée de façon progressive, année après année. Elle résulte de la conjonction de plusieurs facteurs. Dont, principalement, l'accroissement ininterrompu de la demande, sous l'impulsion des pays nouvellement industrialisés, tels que la Chine et l'Inde. L'empire du milieu, par exemple, adopte une politique énergétique littéralement guerrière. Il consomme actuellement près de 8 millions de barils par jour (contre 6,4 millions en 2004), et devient ainsi le deuxième plus grand consommateur de pétrole dans le monde derrière les Etats-Unis (plus de 20,5 millions de barils par jour). Soit quelque 10% de la consommation mondiale. D'ici 2020, il passera à plus de 11 millions de barils par jour, selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

A côté de cela, depuis 2000, plusieurs perturbations ont augmenté les appréhensions relatives

à l'approvisionnement. Tels que les ouragans, comme Katrina et Rita qui sévissent dans le golfe du Mexique et aux Etats-Unis (qui sont parmi le top des plus grands producteurs mondiaux, aux côtés de la Russie, de l'Arabie Saoudite et de l'Iran). En 2005, par exemple, plus de 25% des capacités de production et de raffinage de l'Oncle Sam s'étaient retrouvées hors service, à cause de ces catastrophes naturelles. Ou encore les tensions et troubles politiques dans les principaux pays producteurs, comme l'Irak ou le Nigéria. Ainsi que la montée du «nationalisme pétrolier» chez plusieurs producteurs, notamment l'Iran, le Venezuela et la Russie. Sans compter la faiblesse des investissements des compagnies pétrolières dans l'exploration de nouveaux gisements, qui accroît les craintes sur un rapide épuisement de l'offre existante.

La baisse des stocks des Etats-Unis à leurs niveaux les plus bas sur les dernières années sont également à décrier. En plus de la dépréciation continue du dollar américain. En effet, le dollar faible encourage les investisseurs à se réfugier dans les matières premières et participe à la hausse des prix. La spéculation, quant à elle, est vivement pointée du doigt. Mais elle ne saurait définir les tendances lourdes et pérennes des prix. Car il s'agit essentiellement d'un comportement conjoncturel et non structurel. D'ailleurs, la part de la spéculation dans le prix du baril n'est que de 10 à 20 dollars au maximum.

La fièvre des cours pétroliers, conjuguée à la crise financière, a eu des conséquences désastreuses. Elle a engendré une inflation générale, et malmené les pays les plus dépendants à l'énergie fossile, dont le Maroc (à plus de 97%). En 2009, par exemple, la croissance mondiale a reculé d'environ 1,5%. Ce qui est totalement inédit depuis l'après-guerre. Dès octobre 2008, les ardeurs sur les prix ont commencé à se calmer, en tombant à près de 65 dollars, puis aux alentours de 50 dollars en 2009. Mais le répit n'a été que de courte durée, vers la fin de 2009 et le début de 2010, les prix ont varié entre 75 et 83 dollars.

Avec le renforcement des stocks des Etats-Unis, le léger redressement du dollar et la stagnation de la demande en zone OCDE, les économistes prévoient une stabilisation des prix à court terme. Mais rien n'est moins sûr, des perturbations politiques, par exemple, pourraient bien surgir et prendre de court le monde entier. D'autant plus que la tendance lourde évolue inexorablement vers une hausse durable. Pour certains analystes, prévoyant le peak oil (pic pétrolier) pour 2015, le prochain choc pétrolier pourrait bien survenir en 2012, sous la pression de la demande, l'insuffisance de l'offre, et la spéculation. Avec des prix pouvant aller jusqu'à 200 voire 300 dollars le baril. Outre l'inflation généralisée, à plus long terme, une redistribution de la division du travail pourrait s'opérer. Le transport, étant parmi les plus touchés par la flambée des cours (plus de 50% de l'usage du pétrole va dans ce secteur), plusieurs pays pourraient revoir l'externalisation de leur production industrielle dans les pays en développement.

Contrairement au choc de 2008, intimement lié à la demande, ceux des années 70 et 80 étaient le fruit d'une contraction de l'offre, animée par des tensions politiques. Le premier choc pétrolier est survenu en 1973, pendant la guerre du Kippour. Les pays de l'Opep (organisation des pays exportateurs de pétrole) avaient réduit leur production, et même imposé des embargos sur les Etats soutenant Israël. Une pénurie, entraînant une ascension fulgurante des cours s'en est suivie. Les prix de référence de l'époque sont passés de près de 2,59 dollars à 11,65 dollars en l'espace de quelques mois.

Le deuxième choc pétrolier est, quant à lui, survenu à partir de 1979, suite à la révolution iranienne, à la guerre entre les géants pétroliers l'Irak et l'Irak, et à la diminution de la production de l'Opep (désireuse de maximiser ses rentes). Les prix sont alors passés de 14 dollars le baril en 1978 à 35 dollars en 1981. Mais suite à l'adoption des pays consommateurs de plans d'économie énergétique, réduisant ainsi leur demande, et face au manque de respect de certains pays de l'Opep de leurs quotas, les prix ont fini par se chuter. Durant le début des années 90, le conflit entre l'Irak et le Koweït n'influence les cours que légèrement. Car les grands producteurs, tels que l'Arabie Saoudite et le Venezuela ont comblé les déficits. Mais il est aujourd'hui loin le temps où l'Opep pouvait ajuster sa production à sa guise et influencer les prix. Face à la stagnation de l'offre prévue dans les années à venir, et à l'absence de réelles alternatives, les prochains chocs pétroliers seront sans doute des plus pénibles. Malgré les efforts de développement de nouvelles sources d'énergie (trop coûteuses et non rentables à court et moyen terme), aucune ne peut encore rivaliser avec l'or noir. Son «diktat» risque de durer encore longtemps.

Ahlam NAZIH